

Réseaux sociaux et mobilisations citoyennes

Le nouvel activisme tchadien

Sofia MEISTER

« Lutter pour l'instauration d'un État de droit réel garantissant la liberté d'opinion, la laïcité, la justice et la bonne gouvernance¹ », tels sont les objectifs proclamés du mouvement citoyen *Iyina* (« On est fatigué », en arabe dialectal) constitué en 2015. Dans un contexte de multiplication des plateformes d'opposition en Afrique au sujet des mandats de trop², l'émergence d'un activisme citoyen au Tchad passe relativement inaperçue.

Le président Idriss Déby est aujourd'hui considéré par la communauté internationale – et au premier plan par la France et les États-Unis – comme l'un des principaux garants de la stabilité dans l'arc de crise sahélo-saharien. Ce contexte sécuritaire ne permet pas aux revendications de ces nouveaux mouvements de la société civile tchadienne d'avoir un écho important. À la tête d'une armée reconnue par ses voisins comme l'une des plus efficaces de la zone, l'homme fort du Sahel est considéré comme un partenaire incontournable de la sécurité régionale et de la lutte antiterroriste. Autant dire que le régime Déby jouit d'une rente sécuritaire évidente³, face à laquelle un silence malaisé s'est installé à Paris, peu critique face aux problèmes politiques majeurs dans le pays.

Pourtant, les mobilisations citoyennes tchadiennes perdurent et font preuve de dynamisme. Celles-ci ne sont pas nouvelles, mais a longtemps prévalu au Tchad un émiettement des espaces sociaux et politiques de contre-pouvoirs⁴ qui ne permettait pas à la société civile de porter des doléances aux niveaux national et international. Les organisations nées dans les années 1990 au moment de la chute d'Hissein Habré ont émergé sous des modalités essentiellement corporatistes et communautaires. Les nombreux syndicats ont surtout porté des revendications sectorielles et salariales liées au statut et à la solde des fonctionnaires. Par ailleurs, l'opposition au Tchad s'est historiquement

Diplômée de la SOAS, Sofia Meister travaille sur les questions d'identités et les mouvements citoyens en Afrique.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-713-4

© Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2017.

Comment citer cette publication :

Sofia Meister,
« Réseaux sociaux et mobilisations citoyennes. Le nouvel activisme tchadien », *L'Afrique en questions*, n° 32, Ifri, 27 avril 2017.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Email : accueil@ifri.org

Site internet :
www.ifri.org

construite sur le modèle de l'insurrection armée – Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) ou encore Front uni pour le changement (FUC) – face au pouvoir en place. Ainsi, le Tchad souffre historiquement d'un déficit de culture militante, que ne connaissent pas des pays comme le Sénégal ou le Burkina Faso qui ont vu le militantisme s'enraciner dans leurs histoires politiques respectives⁵.

La période actuelle est un moment de relative accalmie des rebellions armées⁶ qui est de fait propice au développement d'un phénomène de contestation de l'ordre politique établi

Un nouveau paysage de mobilisations sociales et citoyennes

En novembre 2014, sur fond de grave crise socio-économique liée à l'inflation des prix et à une pénurie d'essence, *Trop c'est Trop*, une coalition de diverses organisations de la société civile, est créée. Dans son communiqué de création, elle déclare que son objectif principal est « de se prononcer sur les questions de gouvernance de notre pays et de défendre les intérêts de la population tchadienne à travers la mobilisation citoyenne⁷ ». Puis en 2015, après des difficultés au sein de la coalition, émerge dans son prolongement l'organisation *Ça suffit*, qui appelle directement le président Idriss Déby Itno à renoncer à se présenter aux élections présidentielles du 10 avril 2016. Le mouvement *Iyina*, qui apparaît en 2015 également, oriente quant à lui son message vers la jeunesse tchadienne, sur le modèle de *Y'en a marre* au Sénégal⁸, en fixant comme objectif de « sensibiliser les jeunes à faire valoir leurs droits en s'appropriant de la chose publique⁹ ». Ces trois mouvements maintiennent une position indépendante par rapport aux grands partis d'opposition comme l'Union nationale pour la démocratie et le renouveau (UNDR), même s'ils réclament l'alternance en politique. Les revendications communes de ces mouvements portent sur le respect des principes démocratiques, la lutte contre la corruption et l'arbitraire du gouvernement, l'austérité budgétaire, et les violences des forces de l'ordre. Conséquence de leurs appels, de nombreuses mobilisations se sont organisées à l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2016, notamment des journées « ville morte » (grèves générales) et des opérations « coups de sifflet citoyen » pour marquer symboliquement la fin du régime Déby.

Les leaders de ces trois mouvements, Nadjou Kaina (*Iyina*), Céline Narmadji (*Trop c'est trop*), et Mahamat Nour Ibedou (*Ça suffit*) ont multiplié les appels à manifester et les communiqués durant toute la période pré-électorale. La pression qu'ils ont exercée, un mois avant l'élection présidentielle, leur a valu d'être arrêtés par les autorités et détenus pendant un mois, information par ailleurs peu relayée par les médias internationaux.

Pour Abdelkerim Yacoub Koundoungoumi, l'un des anciens porte-paroles en exil de la plateforme *Ça suffit* et fondateur du PACT (Projet pour une alternance crédible au Tchad, 2016), la méthode de répression du régime, l'emprisonnement des principales figures de la contestation et la dispersion très violente de toute occupation de l'espace public, est un obstacle majeur au succès des mobilisations¹⁰. Pour échapper à cette configuration, Koundoungoumi estime que le cas tchadien nécessite d'innover en créant par exemple ce qu'il appelle une « guérilla du nombre », c'est-à-dire une multiplication des entités d'opposition (mouvements citoyens, partis politiques). Par ailleurs, la stratégie de mobilisation privilégiée par ces mouvements est celle de l'« à-coup » ou de l'usure : les organisations de la société civile tchadienne n'ayant en effet pas les ressources suffisantes pour alimenter une mobilisation de nature à déstabiliser le gouvernement sur une période prolongée. Les organisations citées ci-dessus appellent donc ponctuellement à des mobilisations et des boycotts sur des questions ciblées (libération d'individus emprisonnés, mesures d'austérité pour la fonction publique, coût de la téléphonie mobile) dans la perspective d'éroder le pouvoir en place, de l'empêcher de « rester tranquille ».

L'un des temps forts de ces mobilisations a été le soulèvement qui a suivi l'affaire Zouhaura en février 2016. Le viol collectif de la jeune Zara Mahamat Brahim par des fils de hauts dignitaires tchadiens, qui a été largement relayé et dénoncé sur les réseaux sociaux, a engendré une mobilisation inédite. Les manifestations, qui se sont tenues dans les villes les plus importantes du Tchad, ont été caractérisées par une véritable irrévérence politique. Des tee-shirts du MPS (le parti au pouvoir) ont notamment été brûlés devant des policiers en faction¹¹. Organisés sur la voie publique, ces rassemblements ont réuni des jeunes diplômés, des demandeurs d'emploi et des fonctionnaires, de toutes confessions confondues. Cet épisode a eu le mérite de briser le tabou sociétal qui règne au Tchad sur les violences sexuelles subies

par les femmes¹². Il a également eu le mérite de faire de l'impunité des « intouchables » gravitant autour de Déby une cause de mobilisation.

La brèche ouverte : un espace de libre-expression sur les réseaux sociaux

Ces nouveaux activistes s'organisent ainsi pour construire – très progressivement – les bases de nouvelles formes de militantisme au Tchad, en entretenant en premier lieu un espace ouvert de débats politiques sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook. De l'avis de Marielle Debos, *Trop c'est trop*, *Ça suffit* et *Iyina* ont animé une mobilisation sociale que les partis d'opposition ne pouvaient porter¹³. D'autre part, ces mouvements encouragent l'essor du « reporting » citoyen : lors des différentes mobilisations, de nombreux tchadiens relaient sur Facebook les abus des forces de sécurité. Une vidéo illustrant l'appel à l'opération « sifflet citoyen » pour l'alternance a ainsi circulé sur Facebook à partir du 10 mars 2016¹⁴.

Les réseaux sociaux permettent une circulation rapide de l'information, qui est particulièrement difficile à contrôler pour les autorités, excepté par une censure ostensible de l'accès à internet. Pour les activistes tchadiens, la bataille se livre donc également sur le terrain numérique. Les réseaux sociaux ont été bloqués au Tchad pendant plusieurs semaines au moment de l'élection présidentielle, ainsi que les communications par SMS¹⁵. La campagne « Keep It On » de *Access Now*¹⁶ qui défend le droit à l'accès universel à internet, et que soutiennent *Trop c'est Trop*, *Ça suffit*, *Iyina* et le PACT, propose de poursuivre les gouvernements qui pratiquent les coupures internet devant les instances juridiques internationales pour violation des droits de l'Homme, ainsi que les multinationales du secteur des télécommunications qui, à travers leurs filiales locales, participent à la censure. En outre, des méthodes de contournement des restrictions s'élaborent avec des techniciens spécialisés et des cyberactivistes qui proposent notamment de former les utilisateurs à l'usage des logiciels VPN (Virtual Private Network).

Les obstacles rencontrés par cette nouvelle dynamique citoyenne

Outre les coupures des réseaux sociaux, le développement de ces nouveaux mouvements citoyens se heurte à des enjeux de plus grande envergure. Premièrement, depuis la prise de pouvoir d'Idriss Déby, le contrôle politique de la société civile et de l'opposition s'effectue essentiellement sur le mode de la disparition forcée, des arrestations arbitraires ou de la cooptation des opposants les plus vocaux et visibles. Par ailleurs, la société civile pro-gouvernementale a créé une plateforme intitulée *Touche pas à mes acquis*, qui se montre très critique à l'égard des organisations pro-alternance.

Le Tchad est marqué par la routinisation de la violence politique, qui perdure aujourd'hui dans cette période intermédiaire entre guerre et paix¹⁷. Le système politique tchadien fonctionne par des cycles de prise du pouvoir par la force d'un groupe armé, qui lui donne une capacité d'accumulation de ressources importante. Parallèlement, d'autres groupes armés naissent, potentiels rivaux avec lesquels les autorités doivent soit pactiser, soit les défaire par la force. Les mouvements citoyens tentent de rompre avec ces cycles et se concentrent sur les conditions d'émergence d'un pouvoir civil au Tchad, qui aurait la capacité de se maintenir en tant que tel.

Ces dernières semaines, la répression contre les mouvements de la société civile, et plus particulièrement *Iyina* a semblé s'intensifier avec l'arrestation sans motif déclaré de Nadjo Kaina, également coordinateur de la campagne transnationale « Tournons la Page » le 6 avril 2017, puis celle de 12 militants du mouvement lors d'une manifestation le 10 avril, et Bertrand Solo Gandere, un autre coordinateur de « Tournons la Page » le samedi 15 avril¹⁸. Ces arrestations successives traduisent un raidissement certain des autorités tchadiennes et sont la preuve que la dynamique activiste agitant aujourd'hui le pays est prise très au sérieux par le pouvoir qui l'estime potentiellement déstabilisatrice.

1. Tchad : création d'un nouveau mouvement citoyen « Iyina », www.makaila.fr, 12 janvier 2016.

2. En 2015-2016, troisièmes mandats de Pierre Nkurunziza (Burundi), Paul Kagame (Rwanda), Denis Sassou-Nguesso (Congo-Brazzaville), et réélections contestées de Mahamadou Issoufou (Niger) et Ali Bongo Odimba (Gabon).

3. International Crisis Group, « Tchad : entre ambitions et fragilités », Rapport Afrique n° 233, 30 mars 2016.

4. L. Gondeu, « Notes on the Political Sociology of Chad. The Dynamics of National

- Integration: Moving beyond Ethnic Conflict in a State-in-waiting », Sahel Research Group, octobre 2013.
5. Entretien avec l'activiste tchadien Makaila Nguebla, Paris, juin 2016.
 6. M. Debos, *Living by the Gun in Chad. Combatants, Impunity and State Formation*, Chicago, The University of Chicago Press, 2016.
 7. Déclaration de création de la coalition *Trop c'est Trop* : www.tchadactuel.com.
 8. S. Awenengo, « De la rue aux urnes : la longue marche de la deuxième alternance au Sénégal », Les Dossiers du CERL, octobre 2012.
 9. « Le mouvement citoyen *Iyina* est né », 11 janvier 2016, tchadinfos.com.
 10. Entretien avec Abdelkerim Yacoub Koundoungoumi, Paris, février 2017.
 11. Entretien téléphonique avec R., universitaire tchadien, juillet 2016.
 12. Entretien téléphonique avec Marielle Debos, Paris, juin 2016.
 13. *Ibid.*
 14. Post de Makaila Nguebla, Facebook, 1^{er} mars 2017.
 15. M. Debos, « Biométrie au Tchad : nouvelles technologies et vieilles recettes électorales », 27 avril 2016, theconversation.com.
 16. *Access Now* est une organisation non gouvernementale qui défend le droit à la libre communication pour tous à travers des activités de plaidoyer et de support/formation technique : www.accessnow.org.
 17. M. Debos, *Living by the Gun in Chad. Combatants, Impunity and State Formation*, *op. cit.* [6].
 18. « Tchad : les arrestations de militants se multiplient, les ONG s'inquiètent », *RFI*, 17 avril 2017, www.rfi.fr.